

**CONSULTATION DE LA CE SUR  
LA PROPOSITION DE RÉVISION  
DU RÈGLEMENT RELATIF AUX  
*AIDES DE MINIMIS***

**RÉPONSE DU MEDEF  
ID#43763731235-75**

La Commission européenne a publié un projet de règlement relatif aux aides *de minimis*.

Le MEDEF prend acte de la modification du plafond des aides *de minimis*, de 200.000 à 275.000 euros, qui constitue un **rattrapage de l'inflation** au sein de l'Union Européenne étant donné que le plafond précédent n'avait pas été révisé depuis 2006 (pour la période 2006-2013).

Le MEDEF note également que la Commission n'a pas saisi l'opportunité de cette révision pour revenir sur le **critère d'entreprise unique** (pour tenir compte de la dilution du montant de l'aide auquel aboutit la mise en œuvre de ce critère) et invite la Commission, dans le cadre du réexamen de ces règles, à mener des réflexions sur l'instauration de seuils plus importants pour des aides d'Etat de faible montant répondant aux **critères de la transition écologique et de la décarbonation des activités économiques**, en phase avec les priorités européennes (*Green Deal*).

Le MEDEF suggère à la Commission de réduire la **durée d'application** de sept ans, prévue dans le projet de Règlement (article 8), pour permettre une révision de ces dispositions dans un délai plus court, particulièrement justifiée dans le contexte actuel.

S'agissant de l'objectif de **renforcement de transparence**, l'article 6 du projet de règlement vise essentiellement à assurer un meilleur contrôle des aides *de minimis*. Le MEDEF reste attentif à ce que la mise en place d'un registre central des aides *de minimis* n'aboutisse pas à une charge administrative et informatique supplémentaire potentiellement plus lourde pour les entreprises (création d'un portail, définition d'un cadre technique d'échanges, ...)

Le MEDEF souhaite que la révision de ces règles soit une opportunité pour **améliorer l'information des entreprises** sur les règles en vigueur afin de leur garantir une meilleure sécurité juridique. Cela nécessite une plus grande lisibilité des aides soumises au régime *de minimis* et des conditions à remplir pour en bénéficier (exemple : site internet actualisé permettant aux entreprises de vérifier leur éligibilité aux aides et permettant des simulations à partir d'un croisement de données fournies par les administrations nationales).

Enfin, le MEDEF rappelle qu'au-delà de la révision des règles *de minimis*, l'enjeu pour l'Union européenne sera de poursuivre l'adaptation des règles en matière d'aides d'Etat au regard des **priorités stratégiques de l'Union européenne**.

Le régime des aides d'Etat a été conçu à l'origine pour éviter qu'un Etat, par le biais d'aides, fausse la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions. La situation est différente aujourd'hui ; l'Union européenne s'est fixé des objectifs de transitions écologique et numérique et de résilience qui reposeront sur la capacité de l'ensemble des Etats membres à se mobiliser.

**C'est un enjeu de compétitivité qui est aussi un enjeu de souveraineté**